



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1311>

Conférence Européenne de Katowice (Pologne) : Pour la défense de la santé publique

- Société -



Date de mise en ligne : samedi 21 janvier 2012

L'École Émancipée

L'enjeu de cette seconde conférence était d'échanger sur les attaques généralisées contre les systèmes de santé et de débattre des moyens de lutte et d'accès pour tous à une santé publique de qualité.

C'est dans la dynamique de l'Appel de Dakar « pour la santé des peuples » lancé pendant le Forum social mondial (FSM) de 2010 que la seconde conférence européenne pour la défense de la santé publique de Katowice (Pologne) a réuni les syndicats polonais SIRPIEN 80 (août 80), OZZPiP (syndicat d'infirmières et sages-femmes) et Sud Santé Sociaux les 19 et 20 novembre 2011. Trois jours ont permis de continuer le travail entrepris à la première conférence d'Amsterdam des 7 et 8 mai 2011, sur le même thème, où s'étaient retrouvées douze organisations d'Angleterre, d'Allemagne, d'Autriche, de Suède, de France et de Pologne.

La conférence de Katowice a fait le point sur l'état des attaques contre les services publics de santé et des privatisations qui s'accroissent dans tous les pays. De riches échanges, basés sur les expériences militantes, ont permis de débattre des moyens pour s'y opposer et des réponses politiques à apporter. Ils ont également servi à collectiver les informations sur les rapports de forces dans les différents pays. Par exemple, en Pologne, après avoir décentralisé et réduit le budget de la santé, le gouvernement néolibéral du parti Plateforme civique (PO) et du Parti agrarien (PSL) vient de faire voter une loi obligeant tous les hôpitaux en déficit à se « commercialiser » (privatiser) d'ici fin 2011. De plus, le gouvernement a autorisé l'emploi dans les hôpitaux de soignants en contrat d'auto-entrepreneur ! L'hôpital se défait ainsi des cotisations sociales et de ses obligations de sécurité. Les salaires sont tellement bas qu'il devient courant pour les infirmières de cumuler un contrat classique avec un tel contrat, qu'elles surnomment « contrat poubelle ».

Ces différences de situations et d'expériences ont resurgi lors du débat sur les moyens de lutter pour la préservation du caractère collectif et non-lucratif des services de santé : le syndicat polonais « Août 80 » propose ainsi, pour empêcher la privatisation au profit des trusts privés de santé, de former des coopératives de salariés hospitaliers et des mutuelles sociales dans les localités délaissées, qui reprendraient les hôpitaux à leur compte avec un statut à but non lucratif. ĩ

Julien Terrié

Appel issu de la conférence européenne de Katowice

Partout en Europe, la crise de la dette souveraine est utilisée comme prétexte à des attaques concertées contre l'hôpital public et la protection sociale, les malades, les professionnels de santé.

Cela se traduit par la remise en cause de l'accès aux soins pour tous, des fermetures brutales de lits, de services, d'hôpitaux, par une accélération d'un processus de privatisations des hôpitaux, la taxation des malades, voire comme en Pologne la suppression du statut de salariés au profit de statuts d'auto-entrepreneur. C'est aussi la mise en cause des systèmes de financements publics ou de sécurité sociale au profit des assurances privées. Dans chaque pays d'Europe, sous des formes différentes, les plans d'austérité sur la santé visent au démantèlement de systèmes solidaires et égalitaires. Pour les gouvernements, il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs. Il y a urgence à agir au-delà de nos frontières pour organiser une résistance aux privatisations et aux plans d'austérité. La décision du gouvernement polonais de supprimer le statut de salariés des hôpitaux publics et de remplacer par un statut d'auto-entrepreneur constitue une menace pour tous les salariés polonais mais aussi un laboratoire d'expérimentation qui menacerait, si cette mesure s'étendait, le statut de tous les salariés d'Europe.

Cela nécessite une action concertée des professionnels de santé, des malades, de tous les citoyens, cela suppose une mise en commun des expériences des luttes nationales en défense de la santé publique, l'organisation d'une solidarité concrète avec les peuples en lutte, la réflexion sur la construction d'initiatives internationales pour la

défense d'une santé publique égalitaire et solidaire.

Entre les banquiers et la santé, il faut choisir. Pour notre part, c'est la voie d'un égal accès à la santé, de la gratuité des soins, la démocratie sanitaire, un financement public et collectif qu'il faut promouvoir, pas les profits des banquiers.

A l'issue de notre conférence de Katowice en Pologne du 19 et 20 Novembre 2011, les participants appellent les syndicats, les associations de luttes pour la défense de la santé et de la protection sociale, les partis qui entendent défendre un système de santé publique de haut niveau en Europe à tenir une nouvelle conférence mi-2012 en France.